





Partenariats

Au Niger, dans la région d'Illela, les *demi-lunes* – excavations en forme de croissant – permettent de recueillir les eaux de pluie et de protéger les plants contre l'érosion. Grâce à un projet appuyé par le FIDA, ces techniques sont transposées à plus grande échelle afin d'améliorer la fertilité des sols et d'intensifier la production agropastorale dans la plaine d'Aguié.

© FIDA/D. Rose

Le FIDA a été créé en tant que partenariat mondial et les partenariats ont toujours joué un rôle fondamental dans son travail. Il s'emploie à établir des partenariats stratégiques et sélectifs qui accroissent l'impact de son action sur la pauvreté rurale.

Les principaux partenaires du FIDA sont les gouvernements des pays en développement, les organismes de développement, les ONG et le secteur privé, ainsi que les ruraux pauvres et leurs organisations. Signataire de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (voir page 74), le FIDA œuvre avec les autres donateurs et partenaires à l'exécution des engagements de partenariat souscrits: appropriation nationale, alignement donateurs-partenaires, harmonisation interinstitutions, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle. Il travaille plus systématiquement en partenariat tout en améliorant ses propres méthodes de travail afin de devenir un meilleur partenaire pour les autres.

En 2007, le FIDA est allé de l'avant avec la création du Forum paysan, qui forme le cadre de son partenariat avec les organisations paysannes du monde entier (voir page 76). Il a joué un rôle actif dans l'exécution du projet pilote «Unité d'action» des Nations Unies, lancé en 2007 pour améliorer la cohérence et la coordination entre les organismes des Nations Unies au niveau des pays (voir page 62). Il s'est également attaché à renforcer sa coopération avec les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, c'est-à-dire la FAO et le PAM (voir page 77). En partenariat avec la Banque mondiale, le FIDA a collaboré à l'élaboration du *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement* (voir page 75).

Fonds belge de survie

Le Fonds belge de survie (FBS) a été créé en 1983 par le Gouvernement belge afin de venir en aide aux populations menacées par la famine. Le programme conjoint avec le FIDA (PC-FBS) a été lancé l'année suivante. L'Évaluation externe indépendante du FIDA réalisée en 2005 a montré que ce partenariat cadrait tout à fait avec la mission du FIDA. L'amélioration des services sociaux de base réalisée grâce aux dons du FBS signifie que l'augmentation des revenus résultant des projets agricoles financés par des prêts se traduit aussi par une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les paysans pauvres et leurs familles. En 2007, le PC-FBS a continué de jouer son rôle de catalyseur et de sensibilisateur, à l'appui des efforts de réduction de la pauvreté menés par le FIDA.

Au cours de l'année, les interventions sur le terrain ont été axées sur l'exécution de 12 projets en cours et la conception de deux nouveaux projets FIDA/PC-FBS. Le Gouvernement belge a approuvé un cofinancement FBS d'un montant de 2,7 millions d'EUR (3,7 millions de USD) en faveur du programme intégré de développement rural de la région de Kidal, au Mali, soutenu par le FIDA. Ce don servira à améliorer l'accès des ruraux pauvres aux équipements sociaux, aux services de santé et à l'éducation. Un accord de don FBS d'un montant de 4,6 millions d'EUR (6,2 millions de USD) a également été signé au titre de l'initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural pour le Niger, qui vise à améliorer l'accès à l'eau potable et à soutenir le programme national d'alimentation scolaire. À la fin de l'année 2007, par le biais du PC-FBS, la Belgique avait fourni sous forme de dons environ 146 millions d'EUR (193 millions de USD) en faveur de projets financés par le FIDA.

En 2007, le PC-FBS a de nouveau innové dans son approche des projets en soumettant les projets pour le Burundi et la Somalie à un vaste processus de planification et d'évaluations participatives. Ainsi, les ruraux pauvres sont étroitement associés tant à la planification qu'à l'évaluation des projets. Fort de ses réussites antérieures, le PC-FBS a parachevé la formulation de sa composante du programme transitoire de reconstruction après-conflit, lancé par le FIDA au Burundi. Des institutions locales avaient mené tout d'abord une enquête de référence approfondie sous la direction de l'Institut de médecine tropicale Prince Léopold d'Anvers. Un don d'environ 4,5 millions d'EUR (6,3 millions de USD) a été approuvé et sera signé au début de 2008: il permettra de réduire la pauvreté et d'améliorer l'état de santé et la situation nutritionnelle des populations rurales vulnérables de la province de Bujumbura Rural au Burundi.

Le PC-FBS a adopté une démarche similaire pour la formulation de la phase de consolidation du projet de développement communautaire intégré de la région du Nord-Ouest, en Somalie, en tenant compte des recommandations issues d'une évaluation indépendante de la phase en cours du projet. La phase de consolidation sera centrée sur la pérennisation de l'impact après l'achèvement du projet. Les cas du Burundi et de la Somalie montrent que les évaluations d'impact faites par un personnel local qualifié et bien formé constituent un moyen abordable, simple et efficace de recueillir des informations. L'approche participative a permis d'établir des indicateurs pertinents, de renforcer les capacités et d'autonomiser le personnel des projets et des collectivités locales, ainsi que de jeter les bases de systèmes de suivi et évaluation.

Vu ses nombreuses années d'expérience du financement de programmes dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement, de la santé et de la nutrition en milieu rural, le PC-FBS dispose dans ces domaines d'une mine de connaissances à partager. Il a poursuivi son évaluation thématique sur l'eau et la santé commencée en 2006. Cette évaluation permettra de tirer des enseignements des programmes de développement achevés et en cours et de formuler des recommandations sur les grandes orientations stratégiques à retenir pour l'élaboration des futurs programmes. Elle fera aussi mieux ressortir l'interdépendance entre les programmes de développement économique appuyés par le FIDA et les programmes sociaux financés par le FBS. Le rapport final sera publié en 2008. Il sera présenté lors d'un atelier technique sur l'exploitation des synergies FIDA-FBS et servira de point de départ au débat sur une nouvelle stratégie FIDA-FBS en vue d'une éventuelle phase complémentaire du FBS.

Au cours de l'année, le consortium belge ADE-HIVA a poursuivi son travail d'évaluation externe indépendante du Fonds belge de survie et a présenté une première étude sur dossiers à tous les partenaires du FBS. L'équipe d'évaluation s'est également rendue sur les lieux de projets FIDA-FBS en Éthiopie, au Mali, au Niger, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie afin de compléter ses observations préliminaires. Deux grandes conclusions ressortent de l'étude sur dossiers:

- Les approches globales et participatives mises en œuvre par le FBS pour traiter le problème de l'insécurité alimentaire conservent leur validité.
- Si l'impact réel des activités du FBS est visible dans de nombreux domaines et secteurs, il faudrait une amélioration des mécanismes de suivi et évaluation pour le quantifier.

Un rapport final prévu pour début 2008 sera présenté au Parlement belge. Les conclusions de l'évaluation seront le point de départ de l'exercice de mobilisation des ressources nécessaire pour entreprendre une éventuelle phase complémentaire du FBS.

Mécanisme mondial

Le Mécanisme mondial, organe subsidiaire de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, est hébergé au siège du FIDA, avec lequel il ne cesse de renforcer sa coopération depuis 1999. En réponse à l'appel de la communauté internationale en faveur de l'harmonisation et de l'alignement au niveau national, il s'est entièrement consacré, ces dernières années, à la fourniture de conseils financiers aux États parties à la Convention. En septembre 2007, le Mécanisme mondial a participé à la huitième session de la Conférence des Parties à la Convention, qui a abouti à l'adoption d'un Plan-cadre stratégique de 10 ans visant à renforcer l'application de la Convention, dans lequel s'inscriront les travaux du Mécanisme mondial au cours de la prochaine décennie.

Le Mécanisme mondial a organisé, en marge des séances ordinaires, des rencontres sur un certain nombre de thèmes, à savoir:

- l'acheminement des financements destinés à la lutte contre le changement climatique dans le cadre de l'application de la Convention;
- le renforcement des capacités des femmes à investir dans la gestion durable des terres;
- la promotion des principes d'action du Mécanisme mondial au niveau des pays.

Toutes ces rencontres avaient pour but de dégager une entente commune entre toutes les parties prenantes à la Convention concernant l'approche de mobilisation des ressources. Le Mécanisme mondial a insisté sur la nécessité d'accroître les financements destinés à la gestion durable des terres dans le cadre du mouvement de réforme des Nations Unies appelé «Unité d'action». Il a également préconisé de meilleurs dispositifs de collaboration au sein du système des Nations Unies, à l'instar par exemple de l'accord d'hébergement conclu entre le Mécanisme mondial et le FIDA, au nom de l'efficacité et de l'efficacé.

Le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 présente clairement des points communs avec le cadre de gestion axée sur les résultats et d'engagement stratégique du Mécanisme mondial, et avec le Plan stratégique décennal de la Convention sur la lutte contre la désertification. Le FIDA et le Mécanisme pourront s'appuyer sur cette convergence pour coopérer plus étroitement et mieux intégrer les investissements du FIDA dans les programmes de développement général des pays, ainsi que le préconise la stratégie de financement intégré adoptée par le Mécanisme mondial.

Le Mécanisme mondial a collaboré avec le groupe de référence sur le changement climatique en appuyant la formulation de la position du FIDA sur la question. Au niveau opérationnel, le Mécanisme et le FIDA ont commencé à travailler à leur première initiative pilote au Viet Nam, veillant à ce que le COSOP tienne compte de la relation entre changement climatique et dégradation des terres. Ils ont également recensé les opportunités financières offertes par les mécanismes d'atténuation et d'adaptation susceptibles d'appuyer l'application de la Convention sur la lutte contre la désertification tout en complétant les investissements du FIDA, de manière que les ruraux pauvres en récoltent le bénéfice. Au niveau régional, le Mécanisme mondial collabore avec le FIDA dans les régions Amérique latine et Caraïbes et Asie et Pacifique pour concevoir des moyens d'accéder aux financements relatifs au changement climatique, pour soutenir la réduction de la pauvreté et la restauration des terres dégradées.

À la huitième Conférence des Parties à la Convention, la Banque mondiale a été l'une des institutions financières internationales ayant exprimé de l'intérêt pour une méthode innovante d'examen des investissements dans la gestion durable des terres, mise au point par le Mécanisme mondial. Le FIDA a expérimenté cette méthode à l'occasion d'un examen conjoint Mécanisme mondial-FIDA de la pertinence du portefeuille du FIDA au regard des objectifs énoncés dans la Convention. Les conclusions de l'examen ont été positives, montrant que les investissements du FIDA dans la gestion durable des terres étaient en augmentation.

Le rapport du Mécanisme mondial présenté à la huitième Conférence des Parties présente un examen détaillé des activités en 2007. Il est disponible sur le site web du Mécanisme (www.global-mechanism.org).

Coalition internationale pour l'accès à la terre

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est une alliance mondiale tendant à promouvoir un accès sûr et équitable à la terre pour les pauvres, hommes et femmes. Elle défend les droits des pauvres à la terre par son travail d'information et de mobilisation, par le dialogue et par le renforcement des capacités. Elle s'emploie en particulier à faire en sorte que les familles et les communautés pauvres disposent de possibilités accrues de négociation collective et de garantie de leurs droits fonciers.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est une instance autonome réunissant des acteurs de la société civile et des organisations intergouvernementales; elle a conclu des accords de partenariat avec des associations de ruraux, des ONG, des gouvernements et des agences internationales dans plus de 40 pays. Son secrétariat se trouve au siège du FIDA.

En 2007, la Coalition a lancé une série de publications sur papier et en version électronique intitulée Knowledge for Change et consacrée à des analyses de grande qualité

portant sur des thèmes liés à l'accès à la terre. Quatre études ont déjà été publiées; elles exploitent les connaissances pratiques et les données tirées de l'expérience des communautés couvertes par le réseau de la Coalition. Les sujets suivants ont été traités:

- l'accès à la propriété collective;
- les régimes fonciers pastoraux et les moyens de subsistance des éleveurs;
- la cartographie participative;
- les droits fonciers des peuples autochtones et de leurs voisins.

En Amérique latine et en Asie, les membres de la Coalition ont lancé des campagnes de suivi portant sur la sécurité foncière des ruraux pauvres et le respect par les gouvernements des engagements internationaux relatifs à l'accès à la terre.

En Afrique, la Coalition a collaboré avec le FIDA et le Fonds belge de survie dans le cadre de l'action collaborative sur les questions foncières. Cette initiative recourt à la recherche appliquée pour recueillir des preuves à l'appui des efforts que font les familles pauvres pour établir et protéger leurs droits fonciers. Elle aide les organisations communautaires en mettant à leur disposition des éléments de preuve qui permettront à leurs membres de mieux défendre leurs droits dans les négociations avec les autorités locales et nationales.

La troisième Assemblée biennale de la Coalition s'est tenue en Ouganda en avril, à l'invitation de l'Alliance foncière ougandaise. Elle a été l'occasion de faire le bilan des progrès accomplis et a adopté un nouveau cadre stratégique pour la période de cinq ans s'achevant en 2011. Ce cadre transformera la Coalition en une entité dirigée par ses membres qui opéreront à partir de bureaux régionaux décentralisés, ce qui améliorera la pertinence et l'efficacité de la Coalition dans les pays. Au cours de l'année, les membres de la Coalition et leurs partenaires ont participé à des réunions de planification régionale en Afrique et en Amérique latine, et ont pris les premières mesures de décentralisation en Asie.

En 2007, l'Agence canadienne de développement international, la Commission européenne, le Centre de recherches pour le développement international, le FIDA, l'Agence suisse de développement et de coopération, le Ministère néerlandais de la coopération au développement et la Banque mondiale ont apporté leur contribution à l'appui des travaux de la Coalition.

Promotion de l'innovation et partenariats de recherche: Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et Forum mondial sur la recherche agricole

L'investissement du FIDA dans les travaux de recherche et de développement agricoles conduits par le Groupe consultatif pour la recherche agricole (GCRAI) continue de privilégier la recherche adaptative afin de mettre au point et d'expérimenter sur le terrain des techniques agricoles durables susceptibles d'être adoptées par les ruraux pauvres. En 2007, le FIDA a approuvé des dons d'un montant total de 11,6 millions de USD en faveur de 12 programmes pilotés par le GCRAI.

En 2007, la Commission européenne a conclu avec le FIDA un partenariat stratégique à l'appui du GCRAI. Elle a versé une contribution annuelle d'environ 43 millions d'EUR pour l'ensemble des 15 centres du GCRAI, qui a transité par le FIDA. Le secrétariat du Conseil exécutif des centres GCRAI est maintenant hébergé par le FIDA.

Le FIDA a également continué de soutenir le Forum mondial sur la recherche agricole, qui promeut la recherche en partenariat dans le monde entier. Le FIDA préside le groupe d'appui des donateurs au Forum et siège au comité de pilotage du Forum, où il s'emploie à établir des partenariats de recherche performants et des alliances stratégiques pour réduire la pauvreté rurale.

Groupe consultatif d'assistance aux pauvres

Le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (GCAP) a pour tâche de concevoir des systèmes financiers intégrés qui s'adressent aux populations pauvres. C'est pour le FIDA un important partenaire technique et une ressource stratégique en matière de finance rurale. Le GCAP est un consortium de 33 organisations pratiquant la microfinance. Il encourage et promeut les idées, produits et technologies innovants, susceptibles d'élargir l'accès au financement. Le FIDA travaille en étroite coopération avec lui dans de nombreux domaines: collaboration à l'initiative Rural Pro-Poor Innovation Challenge, participation aux ateliers de formation animés par le GCAP, évaluations croisées des activités de microfinance par les donateurs. La collaboration avec le GCAP s'est poursuivie en 2007, année où il a été fait appel à ses compétences à toutes les étapes du cycle des projets. Le GCAP a renforcé encore sa collaboration en contribuant au Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, coordonné par le FIDA, et en participant aux travaux du comité de pilotage de ce mécanisme (voir ci-dessous).

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (10 millions de USD) a été lancé en février pour réduire la pauvreté rurale et promouvoir le développement. Il s'agit d'un partenariat entre le FIDA, l'Union européenne, la Banque interaméricaine de développement, le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, les Gouvernements luxembourgeois et espagnol et le Fonds d'équipement des Nations Unies. Le mécanisme appuie la mise en place de services innovants, d'un coût abordable et facilement accessibles, qui permettent aux travailleurs migrants d'envoyer de l'argent à leur famille et à leur communauté. Un rapport financé par le FIDA, *Sending money home*, a été présenté au Forum international sur les envois de fonds à Washington en octobre. Ce rapport représente la première tentative d'étude des flux mondiaux d'envois de fonds. Il en ressort qu'en 2006 les travailleurs migrants ont envoyé chez eux au total plus de 300 milliards de USD.

En 2007, le mécanisme a lancé un appel à propositions afin de sélectionner un premier contingent de bénéficiaires de dons. À l'issue d'un concours, les donateurs participant au mécanisme ont retenu un certain nombre d'institutions admissibles, par exemple des ONG, auxquelles ont été accordés des dons d'un montant maximum de 200 000 EUR en faveur de projets permettant:

- d'améliorer l'accès aux services d'envois de fonds dans les zones rurales;
- de coupler les envois de fonds à des services financiers et produits supplémentaires;
- de créer des dispositifs d'investissement rural innovants et productifs pour les migrants et les organisations communautaires.

Le mécanisme a pour but d'encourager les partenariats stratégiques entre les intermédiaires financiers, les expéditeurs des fonds, les institutions de microfinance, les caisses coopératives et les réseaux postaux.

L'égalité hommes-femmes

En 2007, le FIDA a publié *Polishing the stone: a journey through the promotion of gender equality in development projects*. L'ouvrage, rédigé et publié en collaboration avec le Centre latino-américain de recherche et de documentation, décrit des méthodes pratiques pour promouvoir l'égalité des sexes dans le cadre du développement rural. Il met en évidence la relation entre égalité des sexes et réduction de la pauvreté, en s'appuyant sur les témoignages d'hommes et de femmes vivant dans des communautés rurales. La publication a été financée par un don du Gouvernement japonais. Le FIDA, le Centre latino-américain de recherche et de documentation et l'Institut d'études sociales ont lancé l'ouvrage conjointement à La Haye (Pays-Bas) en octobre. *Polishing the stone* a été présenté à la presse et a été l'objet d'un débat à la télévision italienne en décembre.

Les partenariats avec des organisations intergouvernementales

L'Union africaine

En 2007, le FIDA a continué de collaborer avec l'Union africaine pour mettre le développement agricole et la réduction de la pauvreté rurale au premier rang de leurs priorités. Il a approuvé deux dons au profit de l'Union. Le premier concernera l'accès à la terre et le second les moyens de subsistance ruraux. Le FIDA prépare également un autre projet de don à l'appui du secrétariat du Programme de lutte contre la trypanosomose (PLTA) de l'Union africaine, en réponse à une demande du Commissaire de l'Union africaine pour l'économie rurale et l'agriculture. Le programme d'appui au PLTA contribuera à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté rurale en améliorant les services vétérinaires et la lutte contre les maladies. Cette activité, d'un coût total d'environ 3,5 millions de USD, sera cofinancée par le PLTA, la FAO et d'autres partenaires. L'apport du FIDA sera d'environ 1,5 million de USD.

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Le FIDA a rencontré durant l'été 2007 de hauts responsables du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) afin de dresser le bilan des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs communs définis dans le mémorandum d'accord conclu entre le FIDA et le NEPAD.

Tandis que le NEPAD s'apprête à mettre en œuvre son programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, le FIDA a poursuivi ses activités au titre de l'Initiative régionale pour la transformation et la commercialisation du manioc dans l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce programme de trois ans financé par l'Italie, qui a démarré en 2006 dans le cadre de l'Initiative panafricaine sur le manioc, est l'un des projets phares de l'Initiative régionale.

Le premier atelier régional du programme de commercialisation s'est tenu à Douala (Cameroun) en octobre. Il était consacré au renforcement de l'impact de la culture du manioc sur la réduction de la pauvreté par le développement de filières. Les quatre programmes de développement des racines et tubercules financés par le FIDA au Bénin, au Cameroun, au Ghana et au Nigéria y ont envoyé des participants. L'atelier a donné lieu à la définition d'un plan d'action pour moderniser les unités de transformation traditionnelles, établir des filières de production de farine de manioc de qualité supérieure et intégrer les petits paysans dans des systèmes de planteurs indépendants qui fourniront du manioc destiné à la transformation industrielle. Le FIDA a également apporté son appui à la réunion du comité de pilotage de l'Initiative panafricaine sur le manioc, qui s'est tenue au Malawi en décembre, et à laquelle il a participé.

Au cours de l'année, le FIDA a aidé les organisations paysannes à mettre la dernière main à leur publication *African producers speak out*, consacrée à l'élaboration du programme du NEPAD pour l'agriculture. Il a pris part aux réunions de suivi de l'application des résolutions du Sommet d'Abuja sur la sécurité alimentaire, tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) en décembre 2006 à l'invitation de l'Union africaine.

Partenariat avec les États arabes et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

Le FIDA a continué en 2007 à renforcer sa coopération avec les États arabes du Conseil de coopération du Golfe. Après sa visite en Arabie saoudite, en 2006, le Président du FIDA s'est rendu cette année au Koweït et dans les Émirats arabes unis. À cette occasion, il a informé les dirigeants des pays du Golfe des efforts que déploie le FIDA pour réduire la pauvreté rurale, et sollicité leur appui à une collaboration renforcée.

En février, le Président a participé à la réunion de haut niveau des dirigeants des institutions du Groupe de coordination ainsi que des donateurs internationaux et des organismes de développement, accueillie par le Fonds arabe de développement

économique et social au Koweït. Le Président a souligné à cette réunion l'importance du développement agricole et la contribution qu'il apporte à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Il a aussi mentionné les domaines dans lesquels la coopération avec les institutions partenaires clés pourrait être renforcée.

Le Président du FIDA et le Secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe se sont réunis en février, et le FIDA a invité le Secrétaire général à prononcer un discours à la séance d'ouverture du Conseil des gouverneurs. Cette réunion a été l'occasion du lancement d'une publication sur le partenariat du FIDA avec le Conseil de coopération du Golfe: *IFAD and the Gulf Cooperation Council: A partnership to eradicate rural poverty*.

En juin, le FIDA a participé à la réunion de coordination des Fonds arabes, accueillie par le Fonds de l'OPEP pour le développement international à Vienne (Autriche). C'était la première fois que le FIDA était invité à participer à cette réunion. La présence de l'organisation témoigne de l'importance qu'elle accorde au renforcement de la coopération avec les Fonds et les institutions arabes de développement. En novembre, le FIDA a assisté à la réunion ministérielle du troisième sommet de l'OPEP à Riyad (Arabie saoudite).

Suivi de l'harmonisation et de l'alignement

Signataire de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de 2005, le FIDA s'emploie, avec les autres donateurs et les pays partenaires, à l'exécution des engagements de partenariat qui y sont énoncés.

Le FIDA participe à différentes initiatives d'harmonisation aux niveaux national et international. Il a activement contribué en 2007 aux réunions conjointes sur la gestion axée sur les résultats en matière de développement, tenues par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE), et coparrainé la troisième table ronde sur la gestion axée sur les résultats en matière de développement, qui s'est tenue à Hanoï (Viet Nam) en février. Le Président du FIDA était membre du Groupe de haut niveau sur la cohérence du système des Nations Unies, et le FIDA participe à l'initiative «Unité d'action» des Nations Unies dans tous les pays pilotes (voir page 62). De concert avec les autres institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, le FIDA s'emploie aussi à promouvoir l'harmonisation dans différents domaines tels que les politiques, la gestion des savoirs et l'administration (voir page 77). Il est aussi membre actif du Groupe de travail des institutions financières multilatérales sur l'environnement (voir page 65).

Le premier rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement indiquait que le FIDA appliquait déjà les engagements énoncés dans la Déclaration de Paris en:

- alignant les activités qu'il finance sur les stratégies pertinentes des pays partenaires;
- tirant parti dans la mesure du possible des systèmes nationaux dans ses politiques et procédures actuelles;
- participant aux mécanismes de coordination dans les pays;
- soutenant l'appropriation du programme de Paris par les pays partenaires;
- s'engageant dans une grande variété de partenariats;
- soumettant ses propres systèmes à une gestion axée sur les résultats.

Le troisième forum sur l'efficacité de l'aide aura lieu à Accra (Ghana), en septembre 2008. Le FIDA prendra de nouveau part à l'étude préparatoire qui le précède. L'organisation apportera aussi sa contribution en partageant son expérience, dans les pays partenaires, de l'exécution des engagements de partenariat dans le contexte du développement rural.

Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA participe à l'évaluation conjointe de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris.

Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural

La Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural (GDPRD) a été créée en 2003 à l'initiative conjointe des organismes donateurs. Le FIDA en est membre depuis l'origine. La plateforme s'est engagée à travailler à l'harmonisation et à l'alignement de l'action des donateurs, selon la définition qu'en donne la Déclaration de Paris de mars 2005 sur l'efficacité de l'aide. Elle s'emploie à améliorer la coordination des politiques et procédures institutionnelles de développement rural et à soutenir conjointement les programmes de développement des pays partenaires afin de réduire la pauvreté en milieu rural. Le site web www.donorplatform.org donne une vue d'ensemble des travaux de la plateforme, et notamment son rapport annuel 2006, publié en avril 2007.

Les activités de la plateforme s'appuient sur trois piliers complémentaires:

- l'action de proximité, afin de donner la parole aux populations rurales pauvres et d'attirer plus d'investissements publics et privés dans les zones rurales;
- le partage des savoirs, de façon à relever la qualité de l'investissement dans le développement rural et à en accroître l'impact par l'amélioration des pratiques, la mise en réseau et le partage des savoirs;
- l'efficacité de l'aide, en recherchant les moyens d'encourager les efforts d'harmonisation et d'alignement des donateurs dans les domaines de l'agriculture et du développement rural.

Le FIDA est le chef de file de l'exécution d'une série d'études de cas sur le ciblage rural des stratégies de réduction de la pauvreté dans les pays, patronnées par la plateforme. En septembre, il a participé à une retraite avec sept autres membres de la plateforme. Les débats ont porté sur la mise au point d'une vision et d'une compréhension communes des activités de la plateforme, et sur le fait que sa position stratégique et son organisation lui permettent de contribuer à l'accroissement et à une meilleure efficacité de l'investissement dans l'agriculture et le développement agricole.

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

Le FIDA et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ont noué en 2007 un partenariat stratégique sur l'innovation et la communication en matière de politiques. Ce partenariat accroîtra les capacités du FIDA dans les domaines de la concertation sur les politiques en faveur des pauvres, de l'innovation et de la gestion des savoirs conformément aux recommandations de l'Évaluation externe indépendante et au Cadre stratégique.

Pendant la phase exploratoire, le FIDA et l'IFPRI ont recensé les principaux enjeux politiques auxquels sont confrontées les populations rurales pauvres en matière de gouvernance des ressources naturelles et d'accès aux marchés. Ils ont ensuite élaboré deux notes conceptuelles sur ces enjeux. Les deux organisations ont tenu un atelier à Rome en septembre pour concevoir leur programme conjoint.

Participation du FIDA au Rapport sur le développement dans le monde 2008

Le FIDA a apporté un soutien financier au processus d'examen du *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement*, auquel il a participé. La principale contribution du FIDA a été de souligner l'importance des moyens de subsistance dans le rapport, qui est principalement axé sur l'agriculture, considérée sous l'angle sectoriel. L'organisation a également participé au lancement du rapport, en particulier lors du Forum mondial sur l'agriculture, accueilli par la FAO en novembre (voir page 63). Le FIDA a facilité la participation des organisations paysannes au processus d'examen. En conséquence, la Banque mondiale a demandé au FIDA de continuer à prêter son assistance pour que ces organisations s'emploient à appliquer les conclusions du rapport sur le développement dans le monde au niveau des pays.

Le travail des enfants dans l'agriculture

On dénombre dans le monde quelque 132 millions d'enfants de moins de 14 ans qui travaillent dans l'agriculture. Ils sont souvent gravement exploités et exposés à des situations dangereuses. À supposer qu'un ménage se compose en moyenne de quatre personnes, c'est plus d'un demi-milliard de personnes qui dépendent en tout ou en partie des revenus du travail des enfants. Le FIDA s'emploie à améliorer les moyens de subsistance de ces familles et à éliminer le besoin impérieux qui est à l'origine du travail des enfants. Les filles et les garçons ainsi libérés pourront fréquenter l'école, ce qui favorisera une réduction durable de la pauvreté.

Sous l'impulsion du Bureau international du travail (BIT), le FIDA, la FAO, l'IFPRI et d'autres partenaires ont commencé en 2007 à intégrer dans leurs activités principales la question du travail des enfants dans l'agriculture, et à renforcer la cohérence de leurs politiques. Cette année, la Journée mondiale contre le travail des enfants était axée sur l'agriculture. À cette occasion, les partenaires ont signé une déclaration d'intention visant l'abolition des travaux dangereux pour les enfants dans l'agriculture. Après quoi, le personnel du FIDA a suivi un stage de formation dispensé par la FAO et le BIT, au cours duquel les stagiaires ont appris quelles étaient les pires formes de travail des enfants dans l'agriculture et les principaux moyens de lutte aux niveaux national, régional et mondial.

Programme RuralStruc

Ce programme a pour objet de faire mieux connaître les tendances actuelles de la transformation de l'agriculture et des économies rurales, et de proposer des politiques. Axé sur le rôle que jouent les politiques structurelles dans le développement rural global, la réduction de la pauvreté et l'agriculture paysanne, il est cofinancé par le FIDA, la Banque mondiale, la France et la Suisse.

Processus du Forum paysan

Le Forum paysan sert de cadre au partenariat du FIDA avec les organisations paysannes du monde entier. C'est un processus de consultation, de dialogue et de coopération. Tous les deux ans, il tient une consultation mondiale à l'occasion du Conseil des gouverneurs du FIDA.

En 2007, le FIDA a tenu 10 consultations nationales et une consultation régionale avec des organisations paysannes et des fonctionnaires gouvernementaux d'Asie. Ces réunions ont permis d'établir un programme triennal de coopération entre le FIDA et les organisations paysannes de la région. Le FIDA a également soutenu des consultations ouvertes à tous entre les organisations paysannes et les fonctionnaires publics au Népal, en prévision de l'assemblée constituante.

Une consultation régionale avec les organisations paysannes a été organisée à Cotonou (Bénin) en mars. Une cinquantaine de dirigeants d'organisations paysannes nationales et régionales représentant 20 pays y ont participé. C'était la première fois que le Forum paysan tenait une consultation régionale en Afrique subsaharienne.

Plusieurs programmes en faveur d'organisations paysannes ont été lancés ou soutenus par le FIDA en 2007:

- Autonomisation des petits paysans en matière de commercialisation. Il s'agit d'un programme de recherche visant à permettre aux organisations paysannes des pays en développement d'avoir plus d'influence sur l'environnement politique. Il a été lancé par la Fédération internationale des producteurs agricoles en partenariat avec le Consortium européen sur la recherche en agriculture dans les tropiques. Il favorise aussi les cadres institutionnels propres à autonomiser les petits paysans au sein du système de commercialisation agricole. Le FIDA a soutenu sa phase de démarrage en 2007 et il cofinancera la prochaine phase en 2008.

- Commission de l'agriculture familiale du MERCOSUR (REAF). La REAF est le fruit d'un processus promu par la société civile et le Gouvernement brésilien. Créée en 2004 pour renforcer les politiques relatives à l'agriculture familiale dans les pays du MERCOSUR, la REAF favorise le dialogue entre les gouvernements et les organisations paysannes des pays membres. Depuis novembre 2004, le programme régional FIDA-MERCOSUR lui fournit une assistance technique et des services de secrétariat. Le FIDA a également entrepris une évaluation de ce processus qui s'achèvera en 2008.
- Renforcement des capacités des organisations paysannes en Afrique subsaharienne et appui au processus du Forum paysan (Alliance d'agri-agences – AgriCord). Ce programme permet aux organisations paysannes de participer plus pleinement aux forums nationaux et internationaux sur les questions agricoles. Il comprend quatre volets: la cartographie et le profilage des organisations paysannes, l'élaboration de politiques participatives au sein des organisations paysannes et par elles, le renforcement des capacités du personnel des organisations paysannes en matière de planification et de gestion financière, l'évaluation et l'acquisition d'enseignements.
- En réponse à la demande formulée par les dirigeants d'organisations paysannes lors de la première session du Forum paysan en février 2004, la FAO, le FIDA et des ONG européennes ont lancé un programme destiné à soutenir la participation des organisations paysannes au processus des accords de partenariat économique (APE). En 2007, le FIDA a accordé cinq dons d'un faible montant à des réseaux régionaux d'organisations paysannes au titre des activités de plaidoyer et d'information dans le cadre du processus régional des APE. En avril, le FIDA, la FAO et des ONG européennes ont organisé, en marge de la 66^e session du Comité des produits de la FAO, un événement consacré aux liens entre les accords de partenariat économique, l'intégration régionale et la souveraineté alimentaire.

Coopération avec les institutions ayant leur siège à Rome

En février, les trois principales institutions ayant leur siège à Rome, c'est-à-dire le FIDA, la FAO et le PAM, ont entrepris un travail de cartographie en vue de recenser et de faire connaître leur collaboration aux niveaux national, régional et mondial. Les informations recueillies ont été classées en fonction de quatre piliers:

- l'accroissement de l'investissement dans le développement agricole et rural;
- l'élaboration des politiques, le renforcement des capacités, la gestion des savoirs et le plaidoyer;
- les crises et le relèvement, y compris la gestion des risques liés aux catastrophes;
- l'administration.

Cet exercice a montré que la collaboration était actuellement bien développée dans divers domaines et qu'elle était principalement due à l'initiative du personnel dans son travail courant. Dans le cadre des opérations, la collaboration entre le FIDA et la FAO est fort ancienne. Les activités conjointes de plaidoyer aux niveaux régional et international sont également bien établies, tandis que dans le domaine des politiques elles sont plus récentes. Ces dernières comprennent les travaux sur les questions commerciales, en particulier les accords de partenariat économique et l'engagement en faveur des organisations paysannes, ainsi que les travaux préliminaires sur le changement climatique. Le FIDA a également collaboré avec la FAO à l'élaboration de notes d'information sur divers sujets relatifs au développement agricole et rural durable. Dans l'avenir, la collaboration entre les trois organisations sera soumise à une planification stratégique. Les travaux correspondants débiteront en 2008.